

## CE MONDE QUI BOUGE

## Le rapport d'information français sur le Maghreb, Trump et Steve Job

**Un mot d'abord sur la polémique soulevée par le «rapport d'information sur la coopération européenne avec les pays du Maghreb» établi par une mission de parlementaires français conduite par le député socialiste Jean Glavany.**

Le rapport établi fait 160 pages et, franchement, en le parcourant, il n'y a pas matière à s'insurger et à crier à l'ingérence. Les faits dont il fait état – la gravité de la situation politique, socio-économique et sécuritaire dans les trois pays, quoique plus sévère pour l'Algérie que pour le Maroc et la Tunisie – pointe une interrogation majeure, celle de la solidité des institutions dans les trois pays maghrébins, et partant, du devenir des rapports et des intérêts français au Maghreb. «Pour la France, à travers l'Europe, l'enjeu est de conserver les relations d'exception qui sont les nôtres avec le Maghreb», écrivent les rapporteurs. Et de ce fait, compte tenu des intérêts français à court et moyen terme, notamment en Algérie, «premier partenaire commercial de la France en Afrique, et le troisième débouché pour les exportations françaises

hors OCDE, après la Chine et la Russie», quoi de plus normal pour un pays comme la France que de s'interroger sur l'évolution de la situation en Afrique du Nord depuis 2011. La réciproque est vraie pour les Algériens : personne ne trouvera anormal que l'on s'inquiète à juste titre en Algérie de l'arrivée possible et à haut risque de Marine Le Pen à la tête de l'Etat français en mai prochain : quand on connaît ses positions revanchardes (elle rêve encore de l'Algérie française) et haineuses à l'égard de notre pays, il y a de quoi se faire quelques soucis...

Ceci dit, il est quand même surprenant de lire dans le rapport (et d'entendre dans la bouche de certains députés de droite auditionnant les rapporteurs) des remarques désobligeantes sur la situation sécuritaire en Algérie, en Tunisie et dans les pays du Sahel sans que

soient pointés les effets déstabilisateurs aggravants de l'intervention franco-britannique en Libye en 2011. Si le Parlement britannique a fait son mea-culpa sur l'intervention militaire en Libye, ce n'est pas le cas de la France qui continue à la justifier et à s'aveugler sur ses conséquences sur l'Afrique du Nord et le Sahel.

Les Etats-Unis maintenant. La bonne nouvelle, c'est l'extraordinaire réaction de la société civile américaine, de ces millions d'Américaines et d'Américains qui ont fait savoir à Donald Trump qu'il se trompait d'époque quand, dans son délire, il a décidé d'interdire aux ressortissants de sept pays «musulmans» l'entrée sur le territoire américain. Une décision qui donne de l'eau au moulin de Daesh et de tous les tenants (y compris en Algérie) du choc des civilisations.

En plus de ces nombreux citoyens américains qui disent non à cette politique discriminatoire, comme ceux qui ont envahi les aéroports de New York et d'autres villes, forts de la déci-

sion d'une juge fédérale annulant la mesure d'interdiction de Trump, pour accueillir les ressortissants des pays en question coincés dans l'aéroport, s'ajoutent les protestations de ces centaines d'employés et même de patrons d'entreprises (Google, Facebook) et de start-ups et autres de la Silicon Valey, qui emploient des centaines d'informaticiens originaires des pays dits musulmans, devant l'aéroport de San Francisco. «Apple n'existerait pas sans l'immigration», dénonçait samedi le P-dg Tim Cook, cité par l'AFP. Steve Job, son fondateur, était fils d'un immigré arabe syrien et «musulman».

Si ces décisions, comme le relève *Le Monde*, n'annulent pas le décret Trump, elles ont en revanche fragilisé la ligne dure du Président américain. D'autant que ces protestations surviennent quelques semaines après les massives manifestations de millions de femmes américaines à Washington, New York, Los Angeles, Atlanta, Seattle, Boston...contre la politique sexiste, à la limite de la vul-

Par Hassane Zerrouky



garité, de Donald Trump. Ces réactions dénotent l'extraordinaire vitalité de la société américaine pour qui les Etats-Unis, c'est par définition un pays qui s'est construit sur des vagues successives d'immigration, et ce, dans un monde où, en Europe, par exemple, le repli identitaire tend à devenir la règle.

Pour l'heure, Trump est peut-être en train de provoquer un début de désordre mondial, et personne n'est en mesure de dire ce qu'il en sortira dans les mois et années à venir.

H. Z.

## Trump ou la chronique d'une guerre annoncée

Tout a été dit, tout a été écrit. Il a été traité de tous les noms avant qu'il ne s'installe dans le bureau ovale et devant toutes les caméras du monde. L'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche est un événement historique. Des manifestants de par le monde le conspuent. La planète a peur d'un Président pourtant élu démocratiquement. Il est vrai que les dictateurs qui s'accrochent ici et là à leur fauteuil sont plus rassurants quant aux grands équilibres internationaux au nom de la stabilité. Pour l'Occident, les sujets sociétaux sont bien plus importants que les potentielles tensions géopolitiques, voire de nouvelles guerres dévastatrices. Pour l'Europe, les priorités sont : le maintien du droit à l'avortement, la liberté des orientations sexuelles, la lutte contre le réchauffement climatique et la défense des droits civiques. Ce n'est pas rien, loin de là. Au total, Donald Trump serait une menace pour l'homme et sa planète. Ses propos et ses tweets ont, certes, de quoi inquiéter les partisans du statu quo. Ces derniers semblent n'accepter que les changements liés à la mondialisation et ils sont, par ailleurs, déterminés à défendre ces acquis. Aux côtés de l'Occident, la Chine, peu soucieuse des droits de l'Homme et dirigée par un parti unique, communiste de surcroît, par la voix de son Président, défend la mondialisation, et ce, à partir de Davos, temple des capitalistes. Ce terme signifie dans l'empire du Milieu le commerce. Les produits «made in China» ne cessent de se déverser sur le monde. Donald Trump menace la Chine. La première semaine de son entrée à la Maison Blanche, le nouveau Président signe des décrets presque aussi nombreux que ses tweets. Il instaure des taxes douanières de plus de 40% pour

les produits chinois, ce qui revient à construire un mur quasi-étanche autour de la Grande Muraille. Il désigne la Chine comme l'ennemi, le pays source principale du chômage américain, selon cette analyse simpliste. Déjà, en répondant à l'appel téléphonique de Tsu Ing-Wen, présidente de Taïwan, Donald Trump défie Pékin en parlant aimablement à une femme malgré sa réputation de misogynne. Depuis la visite historique de Richard Nixon en Chine, il n'y a eu aucun contact au niveau présidentiel entre Washington et Taipei, ville qui verra s'ériger un luxueux hôtel «Trump» destiné à accueillir les millionnaires de la Chine continentale. Cet entretien téléphonique est inédit et n'est point du goût des Chinois. C'est d'ailleurs le but recherché par le tout nouveau Président.

«America first», ce slogan isolationniste est déclamé haut et fort par le quarante-cinquième Président des Etats-Unis. Le nationalisme économique n'est pas nouveau, Ronald Reagan a déjà surtaxé les produits japonais. Les Nippons ont réagi en implantant des usines modernes et très performantes au pays du «cowboy», il en a résulté une crise sans égale de l'automobile américaine et des pertes nettes d'emplois dans ce secteur. Aujourd'hui, il est peu probable que Pékin investisse massivement comme jadis Tokyo doté d'une formidable avance technologique. Déjà, les Chinois détiennent une bonne partie de la dette américaine, ils peuvent, techniquement, convertir une partie de cette dette en investissements dans le tissu industriel US mais cela reste pour le moment improbable. L'affrontement entre les deux premières puissances économiques mondiales semble dès lors inévitable. Nombreuses sont les sources de tensions entre les deux pays : les deux Corées, la

mer de Chine du Sud, les voies maritimes. L'escalade avait déjà commencé sous l'administration d'Obama. Pékin avait construit des îles artificielles en mer de Chine méridionale à des fins militaires revendiquant ainsi un espace maritime de plus d'un million de mètres carrés. Trump conteste cette situation.

L'action de Donald Trump, Président depuis quelques jours, repose sur trois piliers : twitter, signatures de décrets et conversations téléphoniques. A ce titre, l'une des plus notables est l'échange chaleureux entre le Président américain avec son homologue sud-coréen, qui est une femme, pourtant. Washington assure Séoul de son soutien militaire. Quasi-simultanément, Trump lance un avertissement verbal à Pyongyang. Préalablement, la nouvelle administration américaine avait dénoncé le traité trans-pacifique. Cet accord commercial signé entre les Etats-Unis et onze pays du Pacifique, après de longues années de négociation, visait à construire des alliances commerciales pour tenter d'endiguer la montée en puissance de l'économie chinoise. Pour Trump, il n'est plus question de faire des concessions commerciales aux dépens de l'ouvrier américain d'autant plus que ses alliés du Pacifique sont aussi menacés par la Chine. Avec Trump Président, le monde change, la puissance américaine a un ton guerrier mais non pas pour défendre la démocratie ni pour avoir accès à des richesses encore moins pour de nouveaux marchés. C'est au nom de la défense de l'ouvrier américain que résonnent des bruits de bottes. L'Amérique n'est plus impérialiste au sens classique, ce que regrette l'Occident, elle se replie pour lutter contre le chômage, c'est d'ailleurs la promesse qui a ouvert les portes de la Maison

Par Naoufel Brahimi El Mili



Blanche à Donald Trump. Dans ce conflit de moins en moins larvé avec la Chine, les Etats-Unis peuvent compter sur des alliés de taille : le Japon, la Corée du Sud, le Vietnam, ennemi traditionnel de la Chine, Taïwan, bien sûr, et les Philippines, alliés classiques dirigés par un vrai fou. Le décor est planté pour une guerre que l'Amérique ne peut pas gagner et que la Chine ne peut perdre. L'objectif sera aussi le règlement définitif du problème des deux Corées. Mais c'est loin d'être simple. Le monde entier a besoin de la Chine et personne n'a besoin de Taïwan. Cependant, une Chine affaiblie arrangerait tant l'Occident que la Russie. Après la guerre froide pourquoi pas une nouvelle guerre Est-Ouest ? C'est trop tôt pour l'affirmer mais, après tout, Trump n'est Président que depuis deux semaines. Il a encore du temps devant lui pour affiner cette orientation inquiétante.

N. B. E. M.